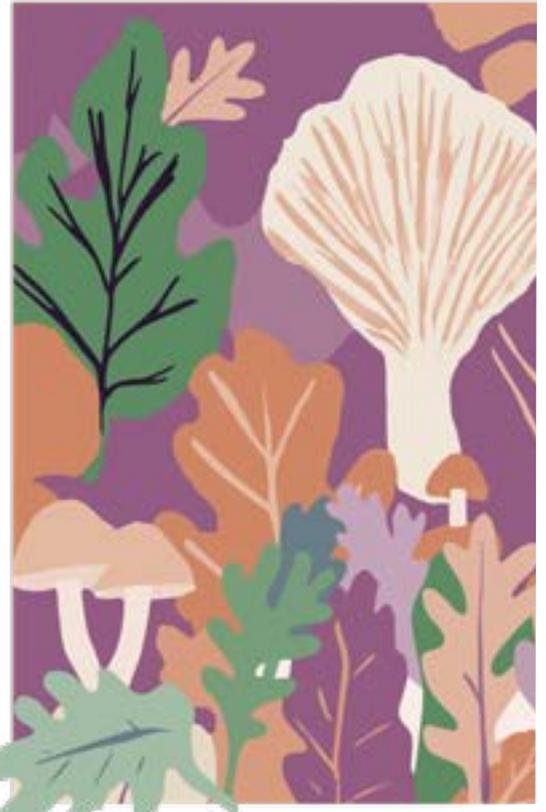


GRATUIT

SYNDICAT DE LA MONTAGNE LIMOSINE

LE JOURNAL



AUTOMNE 2024
NUMÉRO QUATRE

ÉDITO

En cette fin d'année 2024, l'actualité nationale et les événements internationaux nous atteignent au-delà de ce que l'on peut accepter. Devant le mépris du gouvernement pour le vote exprimé, devant la machine de guerre qui s'emballe, la tentation de baisser les bras existe : « À quoi bon ? ... ».

À quoi bon un bulletin de vote qui ne sera pas respecté, une pétition qui n'aura aucun effet, à quoi bon un rassemblement pacifique si le prix à payer est la perte d'un œil ou d'une main... Pourtant, nous sommes convaincu-es que le repli sur soi serait la pire des réponses à la montée en puissance de l'extrême-droite et ses complices.

Saccager nos droits chèrement obtenus, déconstruire nos services de santé et d'éducation, terroriser les mouvements de protestation, tout en poursuivant la destruction de notre environnement, voilà le programme de ce « nouveau » gouvernement.

Au Syndicat de la Montagne limousine, face à cela, les réseaux de solidarité s'intensifient, pour l'accueil des exilé-es, pour une plus grande autonomie alimentaire, pour restaurer des communs en forêts, pour accompagner le grand âge... Des groupes de réflexion animent des veillées ouvertes à toutes et tous, organisent des débats sur ce que nous souhaitons construire ensemble pour que personne ne soit laissé sur le bord du chemin.

Au-delà des actions locales, les liens se renforcent avec des organisations nationales, comme « Fréquence Commune » qui aide les habitant-es et élu-es à réinventer le pouvoir citoyen. Parce que les échéances municipales sont proches, la question reste posée de la participation ou non à des conseils municipaux dont beaucoup se sont détourné-es. Y aller ou pas...

La réflexion se poursuit également sur la nécessaire connexion avec les mouvements qui résistent partout dans le monde à l'oppression capitaliste et colonialiste. Loin de nous contenter d'être dans une sorte de « diagonale du vide », dans un confort relatif, nous revendiquons être un point d'intersection parmi d'innombrables autres points sur la carte mondiale des luttes, un planisphère sur lequel s'inscrivent et s'entrecroisent des lignes de front qui sont autant de raisons de croire que tout n'est pas perdu.

HORIZON 2026

Dans moins de deux ans auront lieu les prochaines élections municipales. Comme cela a été dit dans l'édito du journal n° 3, au Syndicat on s'interroge : partir à l'assaut de ces espaces institutionnels que représentent les conseils municipaux, ou privilégier l'action au sein de la société civile ?

Le camp d'été a été l'occasion d'ouvrir la réflexion sur le sujet. Co-animés avec des membres du réseau Actions communes, trois ateliers y ont été proposés.

En liste ?

Un groupe a réfléchi sur la manière d'embarquer de nouvelles personnes pour monter une liste. Étape importante et déjà source de nœuds au cerveau : comment être suffisamment représentatifs de la population (où l'on sent poindre le sempiternel enjeu « néoruraux / autochtones »...) ? Comment être séduisants malgré la réalité d'une vie municipale pas toujours excitante (enchaînement de réunions, ingratitude de certaines tâches, poids des responsabilités, gestion des ego au sein des candidat-es...) ? Des débuts de réponses sont évoqués, parmi lesquels l'organisation d'assemblées pré-constitutives au cours desquelles on échange sur nos préoccupations communes, où l'on pré-construit un programme, où l'on expérimente des techniques de discussion et de prise de décision. Et la possibilité d'aller toquer aux portes pour engager des discussions, voire le tirage au sort, sont aussi des outils mobilisables et efficaces.

L'élu-e idéal-e

Un autre groupe a discuté sur les attentes que l'on peut avoir vis-à-vis d'un-e élu-e. Des qualités d'abord : de la sincérité (dans sa démarche d'intérêt général), de l'écoute (auprès de tous

les habitant-es), de la pédagogie (en rendant visibles et compréhensibles les conditions d'exercice du pouvoir). Mais aussi des capacités à déléguer, à partager des tâches, ou encore à associer les habitant-es à certaines réflexions. Autant de visions qui traduisent des attentes de transparence et de communication accrues, afin de permettre au plus grand nombre de s'intéresser à la politique locale, tout en évitant l'écueil de « l'élu au service de ceux qui l'ont élu » ou encore de « maintenant qu'ils sont élus, c'est à eux de faire ».

Démocratie

Un troisième groupe a planché sur le sujet « qu'est-ce que j'attends d'une commune démocratique ? ». À l'instar du groupe précédent, les réflexions ont tourné autour d'une envie d'horizontalité, de porosité dans les commissions et groupes de travail (davantage d'habitant-es associé-es) mais aussi d'apprentissage de la démocratie (formations pour élu-es et citoyen-nes). La méthode pour conduire la vie publique à l'échelle d'une commune ne s'improvise pas : beaucoup s'y sont essayés, très peu sont pour le moment parvenus à installer un système démocratique satisfaisant dans la durée. Vous avez dit autogestion et éducation populaire ?

La réflexion ne fait que commencer, elle va se poursuivre au cours d'une veillée prévue début 2025. Quelques podcasts très intéressants sont à retrouver via cette page : www.frequence-commune.fr/accompagner ■

CONTACTER LE GROUPE D'ENTRAIDE ADMINISTRATIVE ET JURIDIQUE

par téléphone/WhatsApp : 07 84 51 14 75
par mail : groupejuridiquedelamontagne@riseup.net
sans rendez-vous de 9 h 30 à 12 heures à ses permanences du vendredi, (sauf imprévu)
le 1^{er} vendredi du mois à la Renouée (Gentioux - 23)
le 2^e vendredi à la médiathèque de Royère-de-Vassivière (23)
le 3^e vendredi au tiers lieu PTT à Tarnac (19)
sur rendez-vous, le lundi à Cadet Roussel (Faux-la-Montagne - 23)

CAMP D'ÉTÉ : LA RENCONTRE AVANT TOUT

Du 12 au 14 juillet dernier, si vous arriviez à Saint-Sulpice-les-Bois depuis la route de Millevaches, c'est le chapiteau aux couleurs rutilantes du Syndicat qui vous accueillait dès l'entrée du village, à deux pas de la salle des fêtes communale. Pendant trois jours, entre 150 et 200 personnes sont passées par là pour participer au cinquième camp d'été du Syndicat. Un temps d'échanges à la fois convivial et studieux.

Placé sous le thème général du « Pouvoir habitant », cette édition du camp d'été avait été préparée bien avant la séquence électorale de juin-juillet qui est venue bousculer sa programmation. Une semaine après le second tour d'une législative qui nous a épargné le pire, on ne pouvait en effet s'abstraire du contexte politique du moment. Tout un temps fut donc consacré aux réactions nécessaires que la montée inexorable du Rassemblement national réclame (on en trouvera l'essentiel dans notre rubrique Ce qui se discute, pages 12 et 13). Comme nous savons bien que ce n'est pas seul-es que nous pouvons agir sur le monde, le Syndicat avait invité cette année des groupes venus d'ailleurs.

Échanger

De Marseille, de Lyon, du Haut-Berry, de Concarneau, des représentant-es de différentes organisations étaient venu-es pour échanger avec nous. Les membres du Collectif des habitant-es organisé-es du 3^e arrondissement de Marseille (CHO3) ont expliqué comment en mobilisant les habitant-es d'un quartier on arrive à gagner des luttes autour du logement ou du transport (lire page 14). Les Lyonnais et les Hauts-Berrichons nous ont fait part de leurs « provisions communes » (lire page 8). Les associé-es de Fréquence commune qui accompagnent un peu partout en France des listes citoyennes et participatives aux élections municipales ont animé un temps d'échanges sur le sujet (voir ci-contre). Mais la rencontre et la

découverte ne s'est pas faite qu'à longue distance. En venant planter notre chapiteau à Saint-Sulpice-les-Bois, petite commune de moins de 100 habitants, nous avons aussi découvert un village qui s'active et se bat pour que la vie y soit plus agréable. L'équipe dynamique du nouveau comité des fêtes, la maire bienveillante, des habitant-es généreux-ses – comme la personne qui nous a ouvert son jardin pour y installer le camping – ont permis, par la qualité de leur accueil, de faire de ce camp une réussite. Le temps du vendredi soir où, en musique, les participant-es du camp et la population locale se sont retrouvés sous le chapiteau pour dîner dans le cadre du marché d'été hebdomadaire, est un bon exemple de ce que nous recherchons à développer et qui laisse dubitatif lorsqu'on le confronte au résultat des élections européennes qui, pourtant, sur cette commune, a placé le RN en tête comme dans bien trop de communes du Plateau.

Harcèlement

L'ambiance conviviale et bon enfant de ce camp (tournoi de pétanque, DJ et danse, repas savoureux concoctés par l'Emmaüs de la Montagne – c'était sa première prestation culinaire !) ne peut que



faire contraste avec la méfiance qu'il semblait susciter du côté de la gendarmerie locale qui, avant comme après le rassemblement, est venue à plusieurs reprises voir (de loin) ce qui pouvait bien se passer là... Le dernier jour, postée délibérément en fin d'évènement sur la route de Meymac, la maréchaussée s'est mise en mode contrôle et a arrêté la première voiture pour un test « salivaire » (visant à détecter la consommation d'herbe ou d'autres stupéfiants). Habitué à voir les forces de l'ordre user et abuser de ce genre de contrôles, en particulier aux alentours des événements mi-

litants, le conducteur refuse tout net. Il est arrêté, menotté, emmené à Ussel puis à Eygurande (à 53 km de son domicile) où il est gardé à vue jusqu'au lendemain midi. Il sera jugé le 6 décembre au tribunal de Tulle. Intimider, harceler, contrôler : telle semble être la stratégie de la gendarmerie devant toute manifestation un tant soi peu militante. Le Syndicat réprovoque et dénonce ces procédés qui sont malheureusement de plus en plus souvent utilisés contre les personnes qui ont l'arrogance de s'organiser face aux errements ou aux violences du système. ■

EXILÉ·ES

EMMAÛS DE LA MONTAGNE LIMOUSINE : EN AVANT !

Ça y est, nous avons formellement rejoint Emmaüs ! Après des années de rencontres et de réflexions, notre association Montagne Limousine Accueil Solidarité (anciennement MAS de Peyrelevalde) avait choisi de rejoindre le mouvement. C'est chose faite depuis l'assemblée générale d'Emmaüs France qui s'est tenue à Nantes le 13 juin dernier où nous avons été officiellement accueillis.

La première phase est une période de probation de deux ans pendant laquelle l'objectif est d'atteindre l'autosuffisance économique. Nous espérons obtenir l'agrément OACAS¹ au cours de l'hiver, ce qui nous permettra d'offrir de meilleures conditions d'accueil aux compas².

Au sein du groupe, travaux et formations

Depuis l'acquisition de la maison communautaire à Tarnac, les travaux se sont enchaînés pour la rendre le plus accueillante possible, la mettre aux normes et la doter des installations professionnelles requises (une cuisine et une conserverie). Les travaux ont été réalisés en grande majorité par des bénévoles, un grand merci à elles et eux parfois venu·es de loin ! La cuisine est opérationnelle depuis

le mois d'août, permettant le démarrage de l'activité traiteur (voir affiche ci-contre), la conserverie est en cours de finition imminente.

L'Emmaüs accueillera ses premiers compas en février prochain. Un travail va être initié avec elles et eux sur les règles de vie, la gestion des conflits, l'autonomie financière et la participation aux activités communautaires.

Pour les personnes encadrantes, bénévoles et salariées, nous entamons un cycle de formation interne. Une première session a eu lieu début octobre sur le racisme systémique avec Rachid Bathoum et Dominique Leborgne, spécialistes du sujet. Nous avons profité de leur présence pour organiser avec eux la veillée du Syndicat du 3 octobre, ce qui a mis en lumière la nécessité d'une mise au travail collectif sur cette question du racisme systémique.

La commission soin travaille à la mise en place sur le territoire d'un pôle pluridisciplinaire de soignant·es formé·es spécifiquement au suivi des personnes exilées en

souffrance psychique. Une première réunion a eu lieu début octobre, elle sera suivie de plusieurs formations notamment avec le Centre Primo Levi, association

dédiée au soin et au soutien des personnes victimes de torture et de violence politique.

Emmaüs, l'abbé Pierre et nous...

Alors même que nous nous réjouissons de notre intégration à Emmaüs, le mouvement est ébranlé, d'une part par les révélations sur le comportement de l'abbé Pierre accusé de violences sexuelles et de viols par plusieurs femmes, d'autre part par la dénonciation de maltraitance et d'exploitation dans certaines communautés. La situation nous oblige à nous exprimer.

Nous ne nous sommes pas tournés vers Emmaüs pour la figure de l'abbé Pierre mais pour les rencontres que nous avons faites avec

certaines communautés et pour les valeurs que nous partageons : la solidarité, la défense des droits humains, les droits des migrants, la liberté de circulation pour toutes et tous, l'accueil inconditionnel, la lutte contre l'exclusion. Le mouvement Emmaüs est fort de milliers de bénévoles qui ne peuvent porter la responsabilité des actes commis par l'abbé Pierre ni du silence complice de l'Église et des dirigeants d'Emmaüs France, il est hors de question d'occulter la sincérité de leur engagement.

Nous condamnons également les abus pratiqués dans certaines communautés. Nous soutenons et acclamons les compagnons de Nieppe et Saint-André-lez-Lille (59) qui se sont rebellés et mis en grève pour dénoncer des conditions de travail insupportables et des violences psychologiques permanentes. Grâce à leur courage, trois dirigeants de ces communautés ont été condamnés pour travail dissimulé.

Nous avons bien conscience que vivre avec des personnes précaires socialement, administrativement, physiquement, culturellement, peut entraîner la mise en place de rapports de domination (qui préexistent déjà en dehors de la communauté). Nous ne cesserons de dénoncer et de lutter contre les raisons qui précarisent, discriminent les personnes laissées pour compte, tout en prenant soin, à force de travail, que ni les un·es ni les autres ne puissent instaurer de telles relations de pouvoir au sein de notre association. ■

3 réunions publiques

Dans les trois lieux d'hébergement de l'Emmaüs pour présenter le projet aux habitant·es et les différentes possibilités d'implication :

- 21 novembre**
18h à Tarnac, salle des fêtes
- 3 décembre**
18h à Faux-la-Montagne, Guise
- 9 janvier**
18h à Felletin, salle Tibord du Chalard

EXILÉ·ES

PAS DE FESTIVAL EN SOUTIEN À LA MAISON AUX VOILETS ROUGES EN 2024 MAIS...

Des rencontres tout de même en juillet à Tarnac avec des camarades qui prennent part depuis des années à ce réseau de solidarité internationaliste. L'occasion de prendre des nouvelles des un·es et des autres, entre la Montagne limousine, Bâle, Paris et la Syrie. Étaient effectivement présents nos camarades d'Al Beyt (« la maison » en arabe), un collectif fondé par de jeunes exilé·es syrien·es pour venir en aide à celles et ceux qui sont resté·es au pays. En organisant concerts et repas, Al Beyt a collecté des fonds et pu acheter une parcelle de terre pour y construire des maisons dans la province d'Idlib, dernière enclave rebelle non soumise au régime. Basé à Paris, le collectif est maintenant à la recherche d'un local pour pérenniser ses activités et continuer, même en exil, à soutenir les



soulèvements. « C'est important de montrer que même en exil, on n'a pas abandonné la cause : notre révolution contre le régime d'Assad ». ■

PRESSION POLICIÈRE ET MENACES D'EXPULSION LE QUOTIDIEN D'EXILÉ·ES EN LIMOUSIN

A. est un jeune homme exilé accueilli à la Maison aux Voilets Rouges (MVR) à Tarnac, il est en attente de dépôt de demande d'asile. En août dernier, il a une altercation avec un résident du Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA) de Peyrelevalde. Une malheureuse affaire certes mais qui aurait pu s'apaiser avec un peu de dialogue. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. La directrice du CADA, connaissant pourtant les risques qui pèsent sur les personnes sans-papiers, a choisi de porter plainte contre le jeune homme. Conséquences : les gendarmes débarquent à Tarnac et tentent d'arrêter A. à la terrasse du bar, s'ensuivent une convocation et une garde à vue dont A. ressortira sans aucune poursuite judiciaire (c'est dire la gra-

vité des faits reprochés...) mais avec une Obligation de Quitter le Territoire Français (OQTF), une assignation à résidence de 45 jours et un contrôle judiciaire qui l'oblige à pointer plusieurs fois par semaine au commissariat. Un véritable harcèlement puisqu'au terme des 45 jours, le contrôle judiciaire a été prolongé jusqu'au 28 août 2025 ! Une pression policière qui compromet l'avenir du jeune homme et les espoirs d'une vie déjà malmenée par l'exil.

Quant aux faits reprochés à A., il n'en n'a quasiment pas été question pendant la garde à vue, les gendarmes concentrant leur interrogatoire ailleurs : pourquoi être venu à Tarnac précisément, quelles connaissances l'ont mené là ? Autant de questions pour tenter d'obtenir des renseignements

sur nos réseaux de solidarité. En 2018, la tentative d'expulsion d'un exilé soudanais ayant trouvé refuge sur le Plateau avait été mise en échec par la mobilisation de centaines d'habitantes et nous avions affirmé un droit d'asile local refusant toute expulsion depuis le territoire où nous vivons. L'été dernier, à Guéret, des centaines de personnes se sont réunies pour protester contre l'expulsion pressentie de 5 familles (des mères seules et leurs enfants) également sous le coup d'OQTF. C'est une affirmation de notre souveraineté populaire qu'il nous faut réitérer aujourd'hui avec force face à la montée en puissance des politiques xénophobes : il n'y aura pas d'expulsion sur la Montagne limousine ! Qu'on se le dise. ■

1 Organisme d'accueil communautaire et d'activités solidaires.
2 Les compas sont les compagnons et compagnones accueilli·es dans la communauté.

AIDER, SOUTENIR, DEVENIR BÉNÉVOLE

Pour devenir membre de l'association et pour soutenir financièrement : helloasso.com/associations/montagne-accueil-solidarite-de-peyrelevalde

MEMBRE SYMPATHISANT

Vous serez tenu·e au courant des avancées du projet via une lettre d'information trimestrielle, vous y trouverez aussi l'agenda des activités ponctuelles de l'association auxquelles vous pourrez vous joindre (conserverie, traiteur, glanages et récoltes, aides aux transports, organisation de moments communautaires ou de soutien, et autres moments festifs.)

MEMBRE ACTIF

Vous vous engagez à donner de votre temps régulièrement à l'organisation et au bon fonctionnement de l'association, dans la branche accueil et/ou dans la branche communautaire (merci de le préciser lors de votre adhésion).

DONS

Depuis sa création, l'association vit grâce aux dons de particuliers. Vous pouvez faire un don (unique ou mensuel) même d'une petite somme (dons défiscalisables à 66 %).

Contact

contact@emmaus-montagnelimousine.org

FORÊTS

MÉGASCIERIE NON MERCI ! LES TROIS JOURS HISTORIQUES D'OCTOBRE À GUÉRET

Un succès ! La grande mobilisation populaire à Guéret renforce les luttes pour la défense des forêts. Contre des projets industriels dangereux et inadaptés aux enjeux de notre époque.

Commençons... une semaine plus tard. Un appel à un contre-rassemblement était lancé par les défenseurs de l'implantation de Biosyl, le samedi 12 octobre, juste une semaine après notre rassemblement de trois jours à Guéret. Thierry Delaitre, élu d'opposition au conseil municipal et membre de l'association « Vivre la Creuse », en est le visage et la voix. Selon lui, soutenir le projet est une « impérieuse nécessité ». Cette « impérieuse nécessité » réunira une soixantaine de personnes, statiques, sinistres. « Vivre la Creuse » et mourir ?

On ne reviendra pas sur le dossier, l'obscurité de ces méga-usines, le mensonge de l'emploi, la dissimulation des périmètres d'exploitation, l'absence d'une procédure d'enquête publique. La zone choisie est déjà bordée par un champ de panneaux photovoltaïques, la société pétrolière Picoty classée Seveso, un pro-



La vigie est érigée

jet de méthaniseur. Les habitants de Guéret veulent-ils ajouter une méga-usine à ce cercle de l'enfer ?

Les 3,4,5 octobre à Guéret

Retour au 5 octobre... qui a débuté dès le 3. C'est d'abord dans la zone industrielle puis dans les rues de la ville qu'eut lieu le rendez-vous reporté du 30 juin. Ce report n'a pas été sans difficultés mais il a aussi changé la donne. Cette fois, la maire de Guéret est entrée dans la partie, prenant la parole, faisant venir des élu-es, mettant à notre disposition un terrain proche de celui convoité par Biosyl, une scène de

« L'usine à bois met le feu aux poudres » (Aujourd'hui en France).

« Des milliers de personnes à Guéret contre l'industrialisation de la forêt » (20 minutes).

« Ils craignent pour la forêt : 3 000 manifestants défilent contre un projet d'usine de granulés bois » (France 3)

concert, des barnums, l'électricité, l'eau et une franche légitimité.

De toutes les évidences senties et partagées, ces trois journées furent un grand succès. Une marche naturaliste qui fait découvrir aux habitant-es la zone humide, une vigie en châtaignier qui protège symboliquement l'endroit, une conférence de presse, des discours, des concerts et une manifestation haute en couleurs. Les experts en manifestation y ont perdu leur latin : la préfecture a compté plus de manifestants que la CGT ! Est-ce une victoire ? Comment sait-on qu'on a gagné ? Parfois l'ennemi bat en retraite et pourtant on a perdu, les liens humains de voi-



Manifestation « Stop aux méga-usines à bois » du 5 octobre 2024 à Guéret, contre le projet d'implantation de l'usine à pellets Biosyl sur la commune.

nage étant durablement déchirés. Parfois un grand projet est toujours sur la place, comme celui de Biosyl, et pourtant il sent fort la défaite.

Nous avons fait l'objet comme prévu d'une attention policière paranoïaque, les drones, planeurs, hélicoptères tournant sans cesse au-dessus du camp. Mais nous ne

sommes pas tombés dans le piège de la BAC qui a violemment tenté de provoquer une bataille rangée sur la place de la mairie. Une pluie de pellets est passée par-dessus les grilles de la Préfecture, puis des canettes, des cartons, on vit même voler un escabeau, mais tout cela n'a pas réussi à nous déconcentrer. Les trois journées à Guéret ont fait entrer la menace Biosyl dans la conscience des habitantes et des habitants. Pour des raisons qui nous échappent encore, la gestion de la D940 nous avait été confiée par les autorités. Sur 500 mètres devant le camp, aux points de passage, les questions des riverain-es furent nombreuses et les

gestes de sympathie innombrables. Nous sommes arrivés dans une prairie et deux jours après, un village combattant avait poussé. Nos camps sortent de terre aussi spontanément que les forêts. Ils reposent comme elles sur l'entraide, l'entraide non comme une obligation morale mais comme une joie pratique. Cette consistance de nos gestes vaut toutes les efficacités.

Les journées à Guéret ont interrompu le cours des choses qui nous écrase d'ordinaire, c'est-à-dire le cours des affaires. Ces journées sont de celles qui restaurent notre foi en nous-mêmes. ■

Contact : foret@syndicat-montagne.org

QUELQUES RÉFÉRENCES

Forêt Debout [foretdebout23.wordpress.com](https://www.foretdebout23.wordpress.com) et surtout sa page [facebook.com/foretdebout23](https://www.facebook.com/foretdebout23) où l'on retrouve plein d'infos, vidéos et diaporama.

Autre page facebook à suivre, celle du [Comité de défense du bois du Chat](https://www.facebook.com/Comite-de-defense-du-bois-du-Chat).

Le site de Méga-Scierie Non Merci [megascierienonmerci.org](https://www.megascierienonmerci.org) avec toutes les infos sur le projet d'extension de FargesBois à Égletons.

Canopée - forêts vivantes [canopee.org](https://www.canopee.org).

Plusieurs médias ont largement couvert la manifestation, [La Montagne](https://www.lamontagne.fr), qui lui a consacré un live, [France 3 Limousin](https://www.france3limousin.fr), [Reporterre](https://www.reporterre.org)...

Sans oublier de nous retrouver sur [syndicat-montagne.org/foret](https://www.syndicat-montagne.org/foret).

L'OGRE BIOSYL, LE MÉCHANT FARGESBOIS ET LES PETITS POUSETS DE LA FORÊT



prédatrices sur la forêt limousine. Leur objectif : implanter à Guéret la première usine de pellets de France avec, devinez quoi (!), nos forêts de feuillus « sous-exploitées » (sic). Un projet d'installation sur 17 hectares appartenant à la Communauté d'Agglomération du Grand Guéret, favorable au projet,

Retour sur les raisons de la mobilisation du 5 octobre

Au nord-ouest du plateau de Millevaches, un industriel déjà connu pour avoir haché menu des chênes centenaires dans son usine de Cosne-sur-Loire, se met en cheville avec Unisylva, une coopérative non moins connue pour ses activités

soutenu également par la préfète qui refuse d'ouvrir une procédure d'enquête publique, mais rejeté par le conseil municipal de la ville.

Au sud-ouest, c'est un autre industriel du bois aux dents longues, le vendéen Piveteau, qui ambitionne de faire de la scierie d'Égletons FargesBois, rachetée par son groupe, la plus grosse scierie de France. Le montage du dossier commence avec le rachat de 13 hectares jouxtant l'actuelle scierie, grâce à une modification du Plan Local d'Urbanisme scandaleusement accordée par la Communauté de Communes Vézère-Monédières-Millesources, propriétaire d'une partie des terrains, qui décide en plus d'exproprier une octogénaire et des surfaces agricoles exploitées.

Dans les deux cas, le travail mené par les collectifs

de défense de la forêt a conjugué mobilisation et travail de fond : débats publics, manifestations, mais aussi enquêtes de terrain, recensement des zones humides et inventaires naturalistes, travail avec les associations nationales comme Canopée et France Nature Environnement, recours juridiques engagés...

La bataille est portée sur tous les fronts, et les petits poucets de la forêt sèment des graines dans les esprits pour défendre leur ami, le crapaud sonneur à ventre jaune, symbole de la vie qui règne dans les terres convoitées par les ogres et les méchants...



COUPES RASES : QUI EST DANS L'ILLÉGALITÉ ?

AU BOIS DU CHAT

le groupement, l'exploitant et l'entreprise...

Au Bois du Chat, la justice a depuis reconnu la légitimité de la plainte déposée par 3 associations, condamnant les responsables de la coupe pour la non-déclaration du franchissement d'un ruisseau affluent de la Vienne : les amendes ont été prononcées contre le propriétaire du terrain le GFA CLOUP (500 euros), l'exploitant ARGIL (5 000 euros), la SARL AUSSET et fils ayant effectué la rampe de débarquement (3 000 euros).

... et le préfet !

Le préfet n'ayant pas répondu à la première requête qui lui avait été faite en février 2023, pas plus qu'à une mise en demeure du tribunal administratif lui demandant d'intervenir par des mesures conservatoires sur le Bois du Chat, les associations Corrèze Environnement et Sources et Rivières du Limousin ont décidé de poursuivre leur action. Maître Yann Fauconnier a déposé un mémoire auprès du tribunal pour obtenir une injonction d'agir.

AUX SOURCES DE LA VIENNE

le groupement forestier.

En juillet 2022, à l'appel du Syndicat et de trois associations, nous étions rassemblés contre une coupe rase particulièrement dévastatrice dans un lieu géré par le Conservatoire des Espaces Naturels !

Dans ce dossier, c'est la plainte portée par les associations et par un particulier qui a été jugée recevable pour :
- déversement de substances nuisibles dans les eaux superficielles
- non-respect du schéma d'aménagement et de gestion des eaux concernant la ressource en eau

Le groupement forestier ESTRE-MAILLE, ayant refusé la convention judiciaire d'intérêt public qui lui a été proposée, est donc convoqué le 17 décembre prochain au tribunal de Tulle.

Il y a fort à parier que, dans bien des coupes rases infligées aujourd'hui aux forêts limousines, des irrégularités similaires sont monnaie courante. Nous encourageons donc les habitant-es de toutes les communes à s'organiser pour empêcher la destruction des forêts, des ruisseaux et de toute la faune et la flore qui les peuplent. ■

L'ASSEMBLÉE POUR DES FORÊTS VIVANTES

90 collectifs venus de toute la France réunis fin juin !

La 2^e Assemblée pour des Forêts vivantes était organisée par le groupe Forêt du Syndicat.

Pendant trois jours, 200 personnes ont mis en commun leur expérience de lutte, avec un objectif : créer un mouvement national capable de composer une force de résistance aux projets industriels, miniers ou autoroutiers qui dévastent les forêts, bétonnent les sols et empoisonnent sources et rivières.

En ouverture de l'Assemblée, des collectifs ont fait le récit de victoires remportées, comme à Lure en Haute-Provence contre un parc photovoltaïque ou au Bois du Chat en Corrèze contre une coupe rase, ont informé des mobilisations en cours contre l'A69, contre le projet E-CHO dans les Pyrénées Atlantiques... Ce tour d'horizon de la situation sur le front des forêts en France a montré l'expansion galopante de la filière industrielle et la voracité des entreprises du secteur de l'énergie.

Quelques-unes des thématiques abordées dans les dix-neuf ateliers de travail : organiser les nouveaux communs forestiers, agir avec le droit, lutter contre les nouvelles menaces contre la forêt, créer un dispositif national de surveillance des arbres, imaginer une autre filière sylvicole.

Sur cette question, le SNUFPEN (Syndicat National Unifié des Personnels des Forêts et de l'Espace Naturel) Solidaires avait accueilli juste avant l'Assemblée une vingtaine de personnes pour un programme de formation à la sylviculture mélangée à couvert continu. Une session dense sur trois jours, préparée avec des membres du groupe Forêt qui animent déjà plusieurs formations par an.

Parmi les organisations accueillies : Canopée Forêt Vivante, SOS Forêt France, RAF (Réseau des Alternatives Forestières) GNSA (Groupe National de Surveillance des Arbres), Adret Morvan, Méga Scierie Non Merci, Touche pas à ma Forêt, L'Aubraie, Forêt Debout 23, SOS Forêt Dordogne...

Les 3 jours devaient se conclure avec la manifestation du 30 juin, décalée pour cause de législatives. Les participant-es se donnèrent donc rendez-vous au 5 octobre ! ■

PROVISION COMMUNE

« DE CHACUN SELON SES MOYENS À CHACUN SELON SES BESOINS »

Les camps d'été sont l'occasion d'inviter des groupes amis pour partager des réflexions et des expérimentations sur les sujets qui nous intéressent. Ce fut le cas en juillet avec la « provision commune ».

De chacun selon ses moyens à chacun selon ses besoins. La formule est connue. Elle est belle. Comment la mettre en œuvre ? Il ne s'agit pas – ou pas seulement – de se partager des légumes. La provision commune est un projet politique.

Amateurs de solutions toutes faites et de mode d'emploi s'abstenir, place aux échanges, au partage des interrogations, des tâtonnements, des expérimentations concrètes.

Pouvoir de non-achat

Quel point de départ ? Changer de regard. Sortir du « pouvoir d'achat » comme unique horizon et découvrir ce que peut-être le « pouvoir de non-achat », une alternative à la société marchande.

L'idéal de la provision commune est pour toute personne, à la fois l'accès inconditionnel aux biens de première nécessité et aux moyens de les produire. Une manière de reprendre le pouvoir sur nos vies, très concrètement. Cela commence par discuter ensemble des besoins à satisfaire et des possibilités de le faire par un groupe de contributeurs et contributrices. Un groupe lui-même destiné à s'élargir. L'approche est modeste et progressive mais l'objectif est ambitieux.

Dans la métropole de Lyon, la provision commune est mise en œuvre par l'association du Jardin de Kodu : « Des règles nouvelles pour une société nouvelle, que nous cherchons à nous appliquer à nous-mêmes dans des activités de subsistance, et à déployer publiquement au beau milieu d'une société marchande vermoulue ». Et la Provision commune du Haut Berry précise qu'il s'agit bien « de transformer la société et non de se mettre à côté de

la société marchande en visant une quelconque autarcie matérielle. »

Ce qui implique d'ailleurs de réfléchir les interfaces avec cette société marchande, les besoins de financement et la place de l'argent même si l'objectif est de la réduire progressivement.

À Lyon, on insiste sur la logique du don par rapport à celle du troc. « Pas d'échange ! Pas de rapport quantitatif et obligatoire entre une quantité de travail et une quantité de biens matériels auxquels ce travail donnerait droit. »

Ce qui n'a pas de prix

La Provision commune du Haut Berry revendique le choix du prix coûtant, déterminé par chaque groupe d'activité. Il ne prend en compte que les consommables et matières premières nécessaires à la production mais pas le temps d'activité ni les investissements matériels. Son objectif est « de rendre visible ce qui, dans l'objet, reste attaché à son origine de marchandise. C'est la peau morte de l'objet. »

Le prix coûtant met ainsi en évidence ce qui reste de dépendance au système marchand. Lorsque les matières premières sont elles-mêmes produites par la Provision commune, le prix coûtant est réduit d'autant.

« En dévoilant la part de marchandise dans l'objet, nous essayons aussi de la conjurer, de la circonscrire. Par là, nous faisons apparaître et vivre l'autre part de l'objet, celle qui nous importe vraiment, faite de toutes celles et ceux qui l'ont mise au monde et menée jusque dans nos mains, dans nos ventres, nos cœurs, notre sang, nos esprits. Cette part nous nourrit de leur intelligence, de leur joie, de leur soin,

Créé en 2017, le Jardin de Kodu avait demandé à chaque participant ses besoins en pommes de terre. En fin de la saison, une distribution de la récolte (100 kg) a eu lieu au prorata de ces besoins. Indépendamment du nombre de fois où les personnes sont venues participer à la culture. Un partenariat avec le Centre social de La Saulaie a permis de cuisiner l'excédent puis d'élargir la provision commune. Des activités d'autoproduction sont ensuite venues s'ajouter à la cuisine et au jardinage : légumes lacto-fermentés, dentifrice, lessive, massage en réflexologie, shiatsu, self-défense, friperie, réparation électronique, etc.

À retrouver sur kodu.ouvaton.org



de leur force, de leur peine. Cette part qui reste est ce que nous avons de plus précieux, c'est pourquoi elle n'a pas de prix. Elle est ce que nous nous engageons ensemble à prendre en charge et à faire croître. »

Car la Provision commune a vocation à s'étendre. Établir des liens avec d'autres provisions communes. Étendre la solidarité au-delà des affinités. Production, soin, service... chaque nouvelle activité permet de regagner un peu de terrain sur la société marchande.

Sur la Montagne

Cet échange de pratiques permet d'avancer pour concrétiser une Provision commune locale. Elle se met en place progressivement. Plusieurs groupes d'activité sont, suivant les cas, en réflexion, en démarrage ou déjà en route : tofu, patates, carottes et oignons, production laitière (lait, fromage, yaourts), salades, lactofermentation, courges, bière, pain, lessive,

châtaignes, bois de chauffage mais aussi séance d'ostéopathie.

À côté des groupes dédiés à des activités dites de subsistance, d'autres viseront à garantir le fonctionnement de la Provision commune : production, distribution, communication, « thune », accueil, fêtes...

La Provision commune de la Montagne limousine n'est donc pas encore complètement opérationnelle : « La rejoindre dès maintenant c'est possible mais c'est un peu comme habiter une maison en construction et participer aux travaux. »

Elle vise à accueillir plus largement des contributeurs.trices ou de simples participant.es. Encore un peu de patience. ■

Vous souhaitez rejoindre cette forme expérimentale ? Faites-le savoir par mail à pcsv@ouvaton.org ou via le 09 81 86 36 66

POUR LA NOURRICIÈRE, L'ALIMENTATION EST UNE « GRANDE CAUSE TERRITORIALE »

À Gentioux, La Nourricière a repris l'idée de la sécurité sociale pour l'appliquer à l'alimentation : une caisse collective qui permet à tout un chacun d'avoir la possibilité de s'approvisionner en nourriture locale.

Nous cherchons tous à nous nourrir. Pourtant, en ce qui concerne l'alimentation, on constate un saccage de notre tissu social, la culture de la surconsommation et de l'individualisme y ayant clairement fait son chemin depuis des générations.

Sortir de la compétitivité

Crise des matières premières, scandale des lasagnes au cheval ou de la vache folle, crise profonde, douloureuse et durable du monde agricole, inflation... Qui est responsable ? Le producteur pris dans un cercle sans fin d'endettement et de dépendance ? Le consommateur limité par son porte monnaie ? L'État qui fait perdurer coûte que coûte ce modèle qui profite aux grands distributeurs ? Les épiciers du coin, toujours trop chers par rapport aux grandes surfaces ?

On le voit, le point commun à tout cela, c'est la question de l'argent ou plutôt de la compétitivité. Nous ne sommes pas compétitifs face aux grandes surfaces ou aux grandes exploitations et notre population est globalement plus pauvre que la moyenne.



L'avenir que ce modèle pose pour notre territoire est palpable : un territoire sans producteur ou seulement des énormes fermes qui s'accaparent tout le territoire ? L'obligation de faire 30 km ou plus pour aller chercher de l'alimentation d'une qualité très médiocre et venue de loin ? Le maintien de petits dépôts de distribution mais accessibles uniquement à certains réseaux ou aux plus aisés ? Ce schéma c'est la mort de nos campagnes. Comment agir contre ça ? Sûrement pas en se spécialisant dans certaines productions au détriment du reste, en culpabilisant celles et ceux qui ne soutiennent pas les producteurs locaux ou en fermant les yeux sur le mal-être paysan.

UN ATELIER DE CUISINE TRADITIONNELLE

Notre prochain rendez-vous aura lieu à Gentioux mi-novembre 2024 autour de la valorisation de la cuisine traditionnelle avec un atelier de cuisine, un atelier d'écriture et des jeux autour de l'alimentation, pour finir par un banquet à prix libre au bénéfice de la Nourricière. Vous y êtes les bienvenu-es et vous pouvez vous inscrire via le mail alimentation.labascule@renouee.org. De même si vous souhaitez simplement soutenir la caisse pour permettre d'envisager plus de projets, vous pouvez envoyer un chèque à l'ordre de la Bascule qui « pouponne l'émergence de la Nourricière » au 10 rue de la Fontaine, 23340 Gentioux-Pigerolles.

Vers plus d'autonomie

Certains et certaines commencent à assurer leur autonomie et à se saisir de ces questions, en renforçant les réseaux de solidarité avec leurs proches, en créant de nouvelles capacités de production ou de transformation ou encore par la chasse, la pêche ou le partage des revenus. Il n'y a pas une seule solution mais des bouts de solution qui pourraient permettre à notre territoire de gagner davantage en souveraineté.

Dans ce panel de propositions, nous sommes allés chercher, à travers la Nourricière, quelque chose qui pouvait aider à maintenir sur le territoire notre agriculture de proximité et nos petits lieux de distribution tout en permettant au plus grand nombre d'accéder à une alimentation locale de qualité. En nous inspirant de l'idée de la sécurité sociale, c'est un choix de société qui a émergé en cherchant à garantir à chacun et chacune un accès universel à la santé sans que cela dépende de ses moyens. Sur le même principe, nous cherchons à affirmer le droit à chacun et chacune d'accéder à une alimentation locale de qualité.

Nous considérons en effet que l'alimentation est un choix de société et non une question individuelle. Nous n'allons pas demander aux producteurs ou aux distributeurs de baisser leurs marges, ni aux consommateurs de rogner sur leurs fins de mois, mais chercher à traiter le sujet ensemble. Conserver de la production, de la distribution et de la consommation localement, c'est assurer une économie circulaire sur le territoire qui sera toujours précieuse pour le faire

vivre et nous permettre de garder la tête hors de l'eau en cas de crise profonde.

Une caisse locale

Qui va payer pour alimenter cette caisse de sécurité sociale alimentaire ? C'est la question que nous tentons de traiter à la Nourricière. Organiser des événements pour financer la caisse, proposer des productions locales non compétitives via le bénévolat, mettre en place des solidarités lorsque c'est possible, valoriser la transformation des productions, utiliser les légumes « moches », investir sur certains outils pratiques, financer des productions locales, tout un champ de possibles est ouvert. À terme, nous espérons diversifier nos actions avec plus de producteurs, distributeurs, restaurateurs et en proposant d'essaimer avec d'autres caisses locales. ■

Contact : alimentation.labascule@renouee.org

MISE EN PRATIQUE AU MARCHÉ

Le marché d'été de Gentioux touche un large public. Le logo de La Nourricière y a fleuri sur la plupart des stands proposant du pain, des légumes, de la viande, du poisson, du fromage et même des glaces, des sandwiches, des repas...

Comment ça marche ? Simple. Vous ne payez rien sur le stand du producteur, celui-ci marque le montant de vos achats sur un carnet à souche dont il garde le talon. À la fin de vos courses vous vous rendez à la caisse centrale remettre les tickets et payer... ce que vous voulez. Idéalement ceux qui donnent un peu plus compensent ceux qui donnent moins, voire rien. En fin de marché le producteur présente son carnet et se fait payer normalement. Chacun.e a ainsi accès librement à une nourriture de qualité tout en respectant le travail des producteurs. La caisse est tenue par des bénévoles et c'est aussi un lieu de discussions.

C'est expérimental mais ça marche plutôt bien !

GRAND-ÂGE

OÙ - ET COMMENT - SOUHAITEZ-VOUS VIEILLIR ?

L'atelier animé par le groupe Grand âge lors du camp d'été a réuni des personnes d'âges et de profils très variés autour de cette question.

De l'avis des participant·es ce fut un beau moment : des échanges simples et sincères, une écoute attentive, beaucoup d'émotion, de l'humour, de la poésie aussi. L'exercice consistait à imaginer une vie désirable dans l'âge, qui ne soit pas forcément vieillir chez soi ou aller à l'Ehpad, et la décrire de la manière la plus concrète possible. Morceaux choisis.

Jean-Louis (septuagénaire)

« Bien sûr je me sens concerné par la question du vieillissement et le fait de réfléchir ensemble à ces choix est intéressant.

Différentes envies ont émergé :

- Habiter en ville ou en bourg, proche des cinémas, lieux culturels et autres services.
- Rester dans sa maison à la campagne, même isolé.
- En collectif, s'entraider, se soigner, jardiner, avec des animaux.
- Vieillir en institution, parce que ça peut aussi être confortable.

L'idée de collectif de vie pour vieilles et vieux nous intéresse beaucoup et l'expérience des « Babas Yaga » nous inspire. À Montreuil, ce bâtiment autogéré accueillait des femmes de plus de 60 ans engagées dans les luttes féministes, et d'autres plus jeunes. Ça ouvre plusieurs pistes : un habitat participatif en propriété collective avec répartition du capital, le modèle du « béguinage » (habitat partagé pour des femmes) avec des services d'accompagnement, la colocation. C'est important de rester créatifs. Il faut essayer de sortir des utopies et dessiner des chemins pour organiser et imaginer des « plus tard » avec des pertes d'autonomie, sans s'enfermer dans des solutions toutes prêtes. Les échanges intergénérationnels et avec des professionnels sont enrichissants.

Je souhaite travailler la ques-

tion de l'habitat participatif pour moi et aussi prendre des contacts avec une coopérative d'habitant·es intergénérationnelle à Toulouse qui existe depuis 2012, « Abricoop ».

J'ai aussi prévu de me former pour la tournée de l'épicerie du Magasin Général de Tarnac. C'est un bon outil pour prendre des contacts avec des personnes isolées dans les villages, pour l'entraide et la solidarité. »

Killian (trentenaire)

« Certains·es ont parlé de leur volonté d'avoir des espaces communs avec d'autres vieilles et vieux, de partager un lieu avec des personnes issues de minorités de genre ou de minorités sexuelles et de vivre proche d'animaux. Des femmes déjà âgées ont parlé de leur besoin de garder un logement indépendant en vivant proche des commerces, de la nécessité d'aménager les bourgs pour faciliter leurs déplacements.

J'ai beaucoup aimé le format et la tonalité des échanges, simples et sincères avec une écoute très attentive. Le fait que des personnes



Des villes de courge. Karl Blossfeldt's Urformen der Kunst (1928)

de tous âges ou presque y participent, que des jeunes se préoccupent déjà de leur vieillissement et s'intéressent à celui d'autres était très touchant.

Que la nécessité d'échapper à l'EHPAD soit si largement reconnue m'a aussi rassuré, moi qui ai vu ma grand-mère décliner très rapidement après y être entrée et y subir des règlements absurdes (comme l'interdiction de jardiner dans les pelouses entretenues par un jardinier, ou manger obligatoirement à l'heure de « Questions pour un champion », le jeu télé préféré des gens de son âge).

Rencontrer d'autres personnes qui envisagent de vieillir en col-

lectif m'a aussi aidé à me sentir moins seul. »

Oz (25 ans)

« Je me suis senti très à l'aise dans cet atelier. On a réfléchi à comment vivre, militer, ensemble, jeunes et vieux... »

Je n'ai pas peur de la vieillesse. Je souffre d'aphasie chronique ce qui fait que j'ai un fonctionnement plus lent. Je me sens grand-mère dans l'âme. J'ai envie d'être vieille, de faire ma vie dans le sens inverse. Je réfléchis comment j'ai envie de vieillir et d'imaginer ma propre solution, mes désirs.

J'ai envie de vivre en collectif intergénérationnel avec des personnes plus âgées et plus autonomes. J'imagine que nous pourrions prendre soin les un·es des autres. Si le collectif n'est pas possible... je suis prête à marcher en forêt jusqu'à mourir.

Ces rencontres m'ont donné envie de rejoindre le groupe grand-âge du Syndicat.

Moi, je suis jeune et c'est déjà compliqué, autour de moi je vois des personnes qui sont en situation de dépendance, avec parfois des crises, je voudrais qu'on prenne en charge la dépendance par le collectif. » ■

Contact : grandage@syndicat-montagne.org

SERVICES

UN ORGANISME DE FORMATION

Un collectif d'acteurs et de structures implanté sur la Montagne limousine s'est rassemblé en 2021, à l'initiative de l'association Pivoine, autour d'un enjeu commun : créer un organisme de formation à même de répondre à nos problématiques.

L'association d'éducation populaire Pivoine propose des formations depuis une quinzaine d'années. Aujourd'hui, elle souhaite réduire cette partie de son activité pour se consacrer à d'autres projets. L'association est cependant convaincue de la pertinence d'un tel outil, et constate ces dernières années une demande croissante en formation de la part des habitants et habitantes du Plateau.

Aller plus loin

Pivoine a permis trois choses, dont le comité de pilotage hérite :

- Proposer des formations sur-mesure, au plus près des demandes des habitant·es et professionnel·les ;
- Développer localement une culture de la formation ;
- Faire la preuve d'un modèle économique qui fonctionne.

L'Office de formation du futur (OFF, son nom provisoire...) souhaite prolonger ces précédents, en enrichissant le projet et en faisant évoluer certaines finalités. En particulier :

- Élargir le territoire d'intervention et favoriser une plus grande mixité du public ;
- Ouvrir l'OFF en développant des collaborations avec d'autres acteurs locaux de l'emploi et de la formation ;
- Soutenir les initiatives émergentes et la transformation des pratiques de formation, par ses capacités d'animation, d'ingénierie et de formation de formateurs et formatrices.

Après un processus de structuration échelonné sur deux ans, qui a permis d'asseoir ses orientations, son fonctionnement et sa viabilité économique, l'OFF a officiellement vu le jour en juin 2023, a été re-

connu organisme de formation en avril 2024 et a obtenu la certification QUALIOPI en août dernier.

Diagnostic

Un diagnostic territorial a été réalisé entre juin 2023 et juin 2024 pour accompagner ce processus. Il avait 4 objectifs principaux :

- Mieux positionner l'OFF sur le territoire, identifier l'offre existante (acteurs et dispositifs) pour s'inscrire en complément ;
- Identifier les besoins de formations et les problématiques spécifiques du territoire ;
- Alimenter la réflexion de son comité de pilotage, en s'appuyant sur l'expérience des structures voisines ;
- Explorer l'héritage de Pivoine, pour mettre en partage ses outils, sa vision de la formation, ses expérimentations.

Le diagnostic a pris une forme particulière : le comité de pilotage a choisi de mener une enquête qualitative, inspirée par la recherche-action et fondée essentiellement sur la réalisation d'entretiens. Une vingtaine d'acteurs locaux ont ainsi pu être rencontrés, révélant un paysage de l'emploi et de la formation assez hétérogène et de nombreuses ressources.

Pour le démarrage concret de l'activité, un binôme de salarié·es sera recruté à l'automne 2024, pour proposer un premier programme de formations au printemps 2025. Il s'agira de formations courtes, pour certaines constituées en cycles. Les premiers thèmes de formation concerneront la rénovation écologique du bâti ancien, le réemploi, les métiers de la forêt et de l'environnement, et le soin. ■

Contact : organisme-formation-futur@ilico.org

À SUIVRE

EAU : MARCHÉ D'ARRIÈRE !

La loi NOTRe de 2015 prévoyait l'obligation du transfert de la gestion de l'eau potable et de l'assainissement collectif aux communautés de communes le premier janvier 2026. Une mesure qui, une fois de plus, éloignait du terrain la gestion d'un bien de base : l'eau. Le groupe Eau du Syndicat s'était du reste constitué à cette occasion. Début octobre, le premier ministre a déclaré vouloir revenir sur l'obligation des communes à perdre ces compétences au profit des communautés de communes en 2026 ! Une obligation qui saute donc... si l'annonce de Michel Barnier est réellement mise en œuvre dans les mois qui viennent.

COUPES POUR LES ASSOCIATIONS

Depuis plusieurs années, des associations locales ont vu certaines de leurs subventions supprimées pour des raisons plus ou moins fallacieuses, mais qui ressemblent beaucoup à des rétorsions politiques... cela au nom des « valeurs de la République ». Cette fois c'est au nom de l'équilibre des comptes publics que le Gouvernement annonce de nouvelles coupes qui, cette fois, toucheront beaucoup plus de structures associatives. Les radios par exemple qui vont voir leur budget rogné d'un tiers ! Le Fonds de soutien à l'expression radiophonique (FSER), leur principale ressource financière, subit ainsi une coupe drastique de 35 %, soit plus de 10,4 millions d'euros sur les 12 millions d'euros d'économies demandées à la Direction Générale des Médias et des Industries Culturelles (DGMIC). Effort étonnamment peu partagé puisque les radios associatives ne représentent que 4 % de l'enveloppe budgétaire globale dédiée à la Mission Médias, Livre et Industries Culturelles ! Comme l'indiquent les instances nationales des radios associatives « il ne s'agit pas, ici, d'un coup de rabot économique, mais d'un vrai coup de guillotine. »



VADE RETRO PORCHERIE !

À Royère-de-Vassivière, au Villard, un projet de porcherie de 1 000 m² totalement hors-sol avec 1 200 places d'engraissement, soit 0,8 m² par porc, suscite une forte opposition, locale et nationale. Les aliments viendraient des plaines céréalières, le soja importé d'Amérique du sud et les porcelets venus d'autres élevages seraient abattus à Lapalisse (Allier) pour des zones de consommation loin du Plateau.

Points critiques : le bâtiment d'élevage est sur un ruisseau à 1 600 mètres du lac de Vassivière et les zones d'épandage devront absorber 1 400 m³ de lisier par an. Le risque est élevé de voir la pollution au phosphore s'aggraver, et, avec les chaleurs estivales, de voir les cyanobactéries se développer et interdire la baignade à Vassivière. D'autant qu'après un premier bâtiment d'engraissement, la porte est ouverte pour de futurs agrandissements d'après la coopérative Cirhyo, promotrice du projet. Et tout ça pour créer 0,5 emploi !

Les acteurs du tourisme sont inquiets, les élus se mobilisent en nombre contre le projet, à l'exception d'élus de Royère. Le Syndicat du lac a émis des réserves auprès de la préfète et demandé des études complémentaires et le Parc naturel régional a précisé que ce projet était contraire à sa charte. Administrativement pas encore enregistré en préfecture, ce projet bénéficie d'une procédure simplifiée (5 mois de délais) avant que la préfète ne prenne sa décision.

Une pétition nationale contre ce projet, sous forme de lettre ouverte à la préfète, a déjà réuni près de 65 000 signatures !

Contact : nonalaporcheriedulac@protonmail.com - Pétition sur change.org

QUE FAIRE FACE AU RN (ET SES COMPLICES) ?

À l'issue de la séquence électorale de juin-juillet, l'incertitude domine sur les meilleurs moyens pour barrer la route à l'extrême-droite du pays. Au camp d'été du Syndicat quatre ateliers ont réfléchi à la question. Parallèlement, une Assemblée du Plateau contre l'extrême-droite s'est réunie (et continue à le faire) pour chercher les moyens d'agir. Un groupe intitulé « À gauche sur le Plateau » s'organise pour créer un espace politique visible à gauche. Bref les initiatives ne manquent pas, même si elles paraissent aller un peu dans tous les sens et se cherchent encore... Ça se discute donc.

À Saint-Sulpice-les-Bois, aux dernières législatives, sur 64 votant-es, 26 ont mis dans l'urne le bulletin de la candidate d'extrême-droite, plaçant celle-ci en tête du second tour (soit 41,27 % des voix). Un cas qui n'a rien de particulier puisque sur la Montagne limousine, la majorité des communes a, dès le 9 juin pour les élections européennes, placé la liste RN en tête. Dans les communes traditionnellement et majoritairement de gauche, la progression du RN est également sensible. Pour la première fois un député d'extrême droite représente une partie du Plateau, puisqu'en Creuse c'est un jeune ciottiste allié au RN qui s'est trouvé élu à l'issue d'une triangulaire. La maire de Saint-Sulpice-les-Bois, comme beaucoup de personnes sur le territoire, partageait son désarroi lors de notre camp d'été : comment expliquer cette montée de l'extrême-droite, portée par des électeurs et électrices qui ne sont pas vraiment des fascistes ? C'est la grande question qui a été discutée largement dans les jours qui ont suivi la séquence électorale de juin-juillet. La seconde, tout autant discutée, tient en deux mots : « Que faire ? ».

Quatre axes d'action

Lors du camp d'été, quatre axes d'action possibles ont été repérés, qui ont chacun fait l'objet d'un temps de travail :

1. Réinvestir l'espace public.
N'y-a-t-il pas un manque d'es-

paces politiques qui laisse la place libre aux discours du RN, par ailleurs largement validés par la droite et la macronie, ce que confirme la composition du gouvernement Barnier ?

2. Organiser la riposte médiatique.

Conscient du poids de la désinformation des grands médias de droite (la « bollorisation » du paysage médiatique), le groupe a tenté de lister les pistes d'une riposte médiatique. Parmi elles : réaliser des capsules vidéo, soutenir les médias indépendants, faire de l'éducation aux médias, créer des espaces de discussion, réaliser des contre-argumentaires sur des problématiques spécifiques, et, si on va sur les réseaux sociaux, y aller vraiment !

3. Défendre les personnes les plus vulnérables.

Le RN s'attaquera d'abord à certaines personnes (migrant-es, militant-es, chômeur-euses...). Ces attaques ne sont pas nouvelles et la liste des « personnes vulnérables » est beaucoup plus large qu'on ne le pense. C'est en réalité toute la société qui est vulnérable face à la fascisation du pays ! Il est donc nécessaire d'augmenter le pouvoir d'agir de chacun-e et de se doter d'outils de veille face aux agressions de la droite. On cite en vrac : caisses de solidarité, cantines, lieux de repli, sécurité des événements, soin, soutien psychologique, service d'ordre, sécurité numérique, boucles « vigie-facho », autodéfense, aide

juridique, contestation dans les lieux qu'on fréquente de toute parole raciste, etc.

4. Comblent les « fossés culturels ».

Certains pensent que la montée du RN est liée à un manque de vivre ensemble qui génère fantasmes et caricatures. Ils pensent qu'il faut sortir de l'entre-soi dans lequel tout un chacun a tendance à rester. Pour cela : écouter, demander de l'aide, trouver des intermédiaires qui savent parler à tout le monde, intégrer les conseils municipaux, les associations de parents d'élèves, se laisser surprendre par la rencontre, aller là où on n'a pas forcément le « pouvoir », ne pas introduire des pratiques urbaines dans la ruralité (tags, squats...), être solidaires des luttes sociales, reconstruire des organisations politiques, s'inscrire dans les clubs de foot ou les pompiers, prendre le temps de se connaître, de se comprendre, et nommer clairement l'ennemi : le capitalisme !

Si ces listes, issues de ces ateliers, ont une allure un peu fourretout c'est qu'il n'y a évidemment pas une réponse unique qui résoudrait tout. Le chantier est vaste et tant de fils peuvent être tirés.

L'Assemblée contre l'extrême-droite

Née dans l'urgence des législatives, cette assemblée a réuni de nombreuses personnes qui ont fait le maximum pour afficher une parole anti-RN qui passait essentiellement par un soutien clair (même si ce n'était pas sans questionnement) aux candidat-es du Nouveau Front populaire : tractage sur les marchés, porte à porte, etc. Depuis, l'Assemblée du Plateau contre l'extrême-droite se réunit régulièrement en prenant le temps de réfléchir aux actions concrètes qui pourraient être mises en place sur le court et moyen terme et aux liens à tisser avec d'autres collectifs en France dans le cadre par exemple de l'appel à constituer un

réseau national de Terres de luttes (<https://terresdeluttes.fr>).

Les approches y sont diverses mais, au-delà d'analyses parfois divergentes, chacun sent la nécessité de rester unis face à l'ennemi commun et de laisser chacun-e mettre en place les actions qui lui paraissent pertinentes. Un point semble clair : quelles que soient les actions à mener, personne ne peut les mener seul, et nous avons besoin, encore plus qu'avant, d'agir en concertation, en commun, en appui les uns des autres, en mutualisant nos forces et nos moyens, en tissant des réseaux de solidarité qui existent sans doute déjà mais qu'il s'agit d'amplifier et de conforter.

Des axes de travail ont été définis, dans lesquels on retrouve en partie les thèmes des ateliers du camp d'été du Syndicat : Agir pour une meilleure interaction entre toutes les composantes de la population (question des « fossés » entre les personnes) ; réfléchir aux liens avec les institutions et les partis politiques (en vue, entre autres, des élections municipales de 2026) ; établir des liens entre ruralité (des communes du Plateau) et quartiers urbains (comme Beaubreuil à Limoges) où le vote à gauche a été dominant ; s'organiser face aux attaques et menaces fascistes. L'inquiétude devant les « signaux faibles » d'une montée du fascisme que peuvent être ici une altercation raciste dans un bar, là la présence bien visible de militants d'extrême droite (comme l'Action française à Limoges et jusqu'à Eymoutiers) fédère ces initiatives.

À gauche toute !

Certains réagissent devant le coup de force de Macron, qui, malgré le vote pour le Nouveau Front populaire arrivé en tête aux législatives, a nommé un premier ministre de droite adoubé par le RN : « Il s'agit bien d'un vol, d'un déni démocratique sans précédent dans l'histoire de la V^e République qui fait fi de la volonté d'une majorité

de citoyen-nes. Nous ne pouvons laisser les choses se faire sans réagir. » C'est pourquoi s'est créé le collectif « À gauche sur le Plateau » qui a organisé une première réunion le 8 octobre à Faux-la-Montagne (Vous pouvez le contacter en écrivant à ce mail : agauche-surleplateau@gmail.com). Cette approche rejoint une analyse publiée dans le dernier numéro du journal IPNS (n° 88) : « Pourquoi sur le Plateau, aucun maire, aucun élu n'a appelé à faire barrage au RN alors même que l'urgence au second tour des législatives était d'en appeler au sursaut républicain devant le danger d'une bifurcation historique du pays ? Pourquoi aucune équipe municipale ne se présente sous une étiquette politique confortant ainsi une dépolitisation des questions municipales ce qui constitue une incongruité manifeste ? » Une question que les listes candidates aux prochaines municipales (2026, c'est déjà demain !) ne pourront certainement pas éluder...

De l'impuissance...

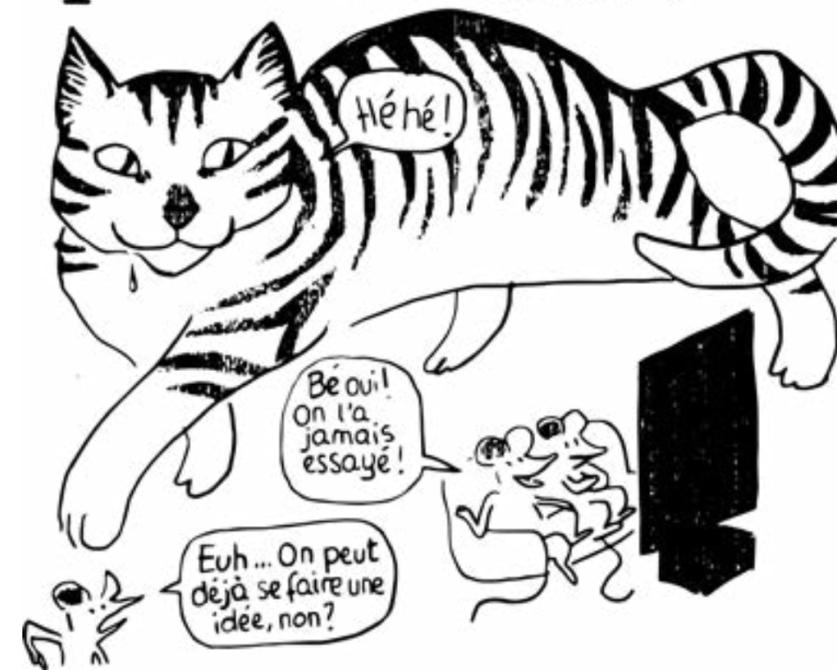
Cependant, la question ne peut pas se réduire à forger une nouvelle fois une coalition électorale « républicaine » ou « populaire » pour s'éviter à l'arraché la victoire du RN. Comme on peut le lire dans un texte écrit à la veille du second tour des législatives mais qui a peu circulé, « le lit de la situation présente remonte à loin. Le succès de la coalition de ressentiments qu'est le Rassemblement National est le fruit de la destruction systématique de tout ce qui protège l'individu contre l'État jusqu'au point où l'État peut apparaître comme la seule chose qui protège encore l'individu. Communautés, syndicats, corps de métiers, services publics, communes, territoires, religions, partis, mouvements associatifs et coopératifs, et leurs corollaires, inter-générationnalité, mixité, solidarités inconditionnelles, protection mutuelle, entraide, intelligence collective, sentiment de faire partie de plus grand que soi, rapport de forces, sont ces choses

dont la disparition nourrit le désir de la « communauté nationale » ce grand tout abstrait et indifférencié. L'addition infinie des impuissances, celles de la vie chère, celles de la solitude, celles des changements trop rapides, celles de l'invisibilisation des souffrances, ne fait que nourrir la bête. »

... au pouvoir populaire

Le contraire de l'impuissance, c'est le pouvoir populaire. C'est prendre le temps de remettre un à un les barreaux de l'échelle et ne pas s'en remettre à qui veut capter nos suffrages. Pouvoir populaire. Ces deux mots dans leur simplicité indiquent l'antidote à la fois au parti du ressentiment et au parti du statu-quo. Pouvoir comme capacité d'agir, comme force de décision, comme puissance de réali-

INCROYABLE Les souris votent pour ...le chat !



sation qui s'ancre dans le temps. Populaire comme simple, divers, direct, transversal, comme ici, comme partout et comme dès maintenant. Sans construction du pouvoir populaire il n'y aura pas de Front Populaire qui soit autre chose qu'une nouvelle défaite. L'un est la condition de l'autre. Un pouvoir populaire comme antidote au fascisme, comme offensive garantie contre toute nouvelle trahison électorale. Rendons partout manifestes les pouvoirs populaires en germe, dans les lieux de travail, dans les quartiers, dans les villages, dans les hôpitaux, dans tous les secteurs, tous les territoires.

Ne soyons pas naïfs. Le pire est sans doute devant nous. Alors il sera nécessaire (comme cela l'est déjà) de continuer à s'organiser. Développer un pouvoir communal qui soit plus fort. Renforcer les

moyens et les énergies des associations et des groupes de solidarité. S'organiser de manière horizontale sur tous les sujets qui nous concernent. Faire nous-mêmes le plus directement possible. Préparer des réponses aux besoins locaux avec comme boussole l'autonomie politique des habitant-es qui prennent en main leurs besoins. Anticiper les inévitables rétorsions et menaces du pouvoir. Contrecarrer les projets industriels qui menacent nos conditions de vie et de survie. Se relier avec les multiples forces et initiatives qui, en France, en Europe et dans le monde, œuvrent à l'affirmation d'un véritable pouvoir populaire qui reste à inventer, seul à même de nous sortir durablement du régime capitaliste, régime qui vit et croît sur la destruction sociale et écologique toujours plus rapide de nos conditions de vie. ■

À MARSEILLE, LES HABITANT·ES AUSSI S'ORGANISENT

Invité à notre camp d'été, le Collectif des habitant·es organisés du troisième arrondissement de Marseille (CHO3) est venu témoigner de la manière dont fonctionne ce syndicat d'habitant·es dans un contexte certes bien différent du nôtre mais avec des principes très proches. Une délégation du Syndicat lui rend visite fin octobre.

C'est dans un quartier considéré comme l'un des plus pauvres de France, à la frontière du centre-ville et des quartiers nord de Marseille, dans le 3^e arrondissement de la ville, que CHO3 s'est créé il y a quelques années. Il réunit des personnes qui habitent ce quartier et qui ont décidé de s'unir pour agir ensemble sur des situations qu'elles jugent injustes ou inacceptables.

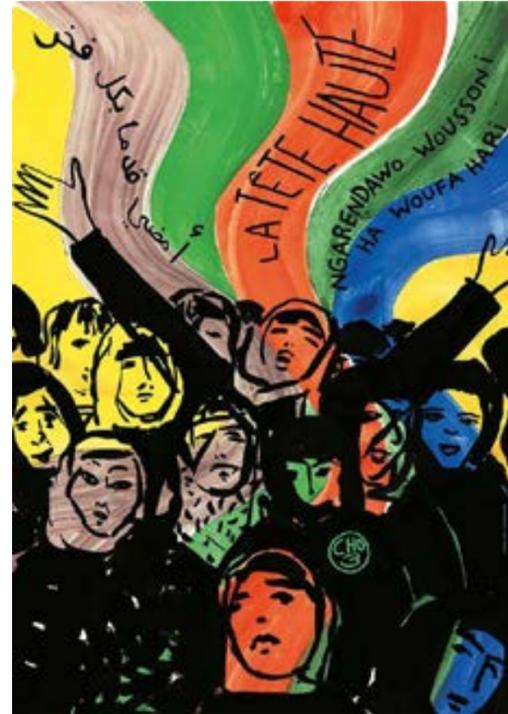
Des victoires

Une des premières mobilisations à l'origine de CHO3 s'est faite autour de la question des logements insalubres et de l'expulsion d'une famille syrienne et de ses 6 enfants. À l'issue d'une bataille juridique la justice a donné raison à cette famille et condamné le marchand de sommeil qui louait un taudis. Cette victoire a prouvé qu'en s'organisant collectivement, des améliorations peuvent être apportées dans la vie quotidienne des habitant·es d'un quartier. S'organiser c'est aussi se former. Selon le slogan « Connaitre la loi pour connaître ses droits », le CHO3 a mené une autre bataille, elle aussi

victorieuse, contre RTM, la régie des transports marseillais. Alors que la loi permet à tous les bénéficiaires de l'aide médicale d'État (AME) d'avoir 50 % de réduction dans les transports en commun, à Marseille cette loi n'était pas appliquée et tout le monde payait plein pot. Les membres de CHO3 ont mené des actions et manifesté pour obtenir que la loi en question puisse s'appliquer à Marseille. Une femme témoigne : « Ce sont des petites victoires qui montrent qu'on peut changer des choses ! »

Des batailles

Autre exemple : des banques, La Banque postale notamment, refusent d'ouvrir des comptes aux personnes n'ayant pas de titre de séjour alors que cela est contraire à la loi. Les personnes sont alors obligées de se contenter d'un livret A, ce qui complique les transactions et la perception



les mêmes injustices, identifier qui en sont les responsables puis créer un rapport de force pour faire évoluer les situations : « Dès que quelqu'un va nous parler d'une colère ou d'une injustice, de ce qu'il peut vivre, on va chercher un maximum de voisins et voisines qui disent la même chose. » Autre combat : obtenir l'ouverture à tous d'un jardin qui constitue à peu près le seul « poumon vert » du quartier, pour que tout le monde puisse en profiter.

... et « beaucoup d'amour »

Toutes ces actions sont portées par les habitant·es eux-mêmes.

Leur force vient de cette solidarité de terrain qui, au cours des années passées, a permis de toucher des centaines de familles de l'arrondissement. Déjà, au moment du Covid et du confinement, un réseau d'entraide s'était mis en place pour fournir une aide alimentaire à celles et ceux qui en avaient besoin. Un espace enfant a été ouvert pour garder les petits lorsque les parents sont occupés ailleurs. Un groupe cuisine organise des repas dont les recettes alimentent une caisse de solidarité, tout comme la vente de jus de raisin ou de coulis de tomate produits par les membres du collectif en lien avec des fermes amies de la campagne environnante. Bien au-delà de l'entraide et de la solidarité, CHO3 c'est en réalité, comme le dit une femme du collectif, « une autre manière de vivre ensemble, en bannissant les hiérarchies riches/pauvres, sachants/non-sachants ». Mais c'est aussi « beaucoup d'amour » car le collectif est l'endroit où l'on tente de prendre soin les un·es des autres. « Nous sommes des voisins et voisines qui veillons les uns sur les autres ». ■

DU VILLAGE DE L'EAU, DES TERRITOIRES EN RÉSISTANCE

S'informer sur les combats paysans, écologistes et sociaux en cours, se former à l'action directe collective, échanger avec une foule de militant·es, de paysan·es et de collectifs internationaux... Telle était la vocation du Village de l'eau qui s'est installé dans les Deux-Sèvres du 16 au 21 juillet, réunissant des milliers de participant·es venus de toute la France et de bien au-delà des frontières (Europe, Amérique, Proche-Orient, etc.). Une semaine foisonnante de

débats et de manifestations, clôturée par une épique virée au port de La Rochelle, un des derniers maillons du « système bassines » puisqu'y transitent les éléments mortifères de la chaîne agricole industrielle : soja, céréales, pesticides et engrais chimiques.

En ce début d'été, les toutes récentes élections européennes plaçant l'extrême droite en tête des suffrages étaient dans toutes les têtes et le programme de bien des discussions de la semaine en

fut bousculé. Plusieurs membres du Syndicat avaient rejoint cette grande manifestation et certains d'entre eux ont ainsi participé à une table ronde intitulée « Face à l'extrême droite, multiplier les territoires en résistance, partages d'expériences et contre-pouvoirs locaux ». L'occasion d'échanger sur nos pratiques, nos analyses, nos perspectives, renforcer nos liens et construire une résistance collective depuis nos différentes géographies. ■

PRENDRE (AUSSI) LA VOIE DE L'INTERNATIONALISME

Voilà deux ans et demi que la Russie a lancé une offensive généralisée en Ukraine. Voilà un an qu'Israël détruit Gaza et décime sa population, intensifie sa colonisation de la Cisjordanie et bombarde le Liban. À travers ces événements, le monde toque à nouveau à nos portes.

Les chemins de l'exil ont conduit de nombreuses personnes sur la Montagne limousine venues d'endroits où la guerre n'a jamais pris fin : du Soudan, de la Syrie, de l'Afghanistan, de la Côte d'Ivoire, de l'Égypte – en faisant moins de bruit peut-être, mais déjà, le monde nous disait : « Je suis là ». Même reclus dans le Limousin profond, nous ne pouvions l'ignorer.

L'international sur la Montagne

Ces dernières années, des habitant·es ont organisé des rencontres sur la révolution en Syrie, au Soudan, sur la situation en Ukraine, sur les combats des Palestinien·es. Mais aussi sur le cinquantenaire du coup d'État au Chili, sur la mémoire des révolutionnaires cubain·es. Nous avons accueilli des participant·es du réseau Les Peuples Veulent, écho de ce mot d'ordre du printemps arabe : « Les Peuples veulent la chute du régime ». Dans les bourgs de la Villedieu, Gentioux, Faux-la-Montagne et Tarnac, des drapeaux palestiniens ont fleuri en nombre. Dans les villages, certains se sont hissés en haut des sapins. Plus discrètement, ce sont aussi des drapeaux kanaks qui sont apparus après les émeutes du mois de mai. Ce qui se passe ailleurs ne nous laisse pas indifférents, et il semblerait bien que nos questions locales ne soient pas déliées des enjeux globaux qui nous font face.

Alors, au camp d'été du Syndicat, nous en avons discuté. Plus de 50 personnes ont participé à un débat mouvant, et ont tenté de répondre à des questions volontairement clivantes : soutenir l'Ukraine, est-ce soutenir l'impérialisme occidental ? Soutenir les luttes palestiniennes est-ce soutenir le Hamas ? Le moment est venu pour le Syndicat de se saisir de ces questions et de se lier à d'autres territoires et

d'autres organisations – bref, que le Syndicat prenne aussi la voie de l'internationalisme.

L'internationalisme par en bas

Il en est ressorti que nous avons besoin de parler, parce qu'il sera toujours plus riche d'aborder ces questions collectivement. Nous n'en savons finalement que très peu sur les situations en jeu et il faudrait réussir à clarifier nos analyses. Les forces géopolitiques à l'œuvre nous dépassent largement et les discours médiatiques ne nous aident aucunement à penser. Par ailleurs, les grands mouvements internationalistes du XX^e siècle se sont effondrés. Pour le Syndicat, prendre la voie de l'internationalisme, ce n'est pas reconduire ses vieux mythes. C'est avoir une approche par en bas, comme le suggère Les Peuples Veulent. Il s'agit d'abord de rendre justice au temps long dans lequel s'inscrivent ces guerres et ces soulèvements. Nous choisissons une démarche d'enquête pour aborder les contextes géopolitiques par le proche, par la rencontre, par le savoir situé des personnes en prise avec les situations que l'on commente. Le récit d'un révolutionnaire libyen contre le régime de Khadafi ou celui d'une vie sous occupation en Cisjordanie donne souvent plus à comprendre et à penser que bien des discours politiques ou médiatiques.

Quatre pistes d'action

Voici quelques unes des voies qui pourraient être suivies :

1. **Créer des espaces d'éducation populaire pour en apprendre davantage sur les situations politiques du monde et construire une culture commune de l'internationalisme par en bas.** Partager nos perceptions des événements, favoriser la circulation

de personnes chargées d'histoires, se rencontrer pour de vrai. Les luttes du monde se diffusent à travers l'exil et la migration et, en plus d'accueillir les personnes, il nous faut apprendre à accueillir leurs paroles et prises de position.

2. **Nous mettre en mouvement nous-mêmes, pour rencontrer des ami·es qui se mobilisent ailleurs, qui font vivre des lieux, des territoires, qui conspirent contre les rois et les tyrans.** Comme celles et ceux qui sont allé·es en Espagne pendant la guerre civile des années 1930, au Ghana dans les années 1950, en Syrie au début de la guerre pour faire tomber Assad, à Hong-Kong en 2019. La mobilité transnationale, quand elle est possible, nous enrichit des expériences des autres, nourrit et diffuse des pratiques. Alors circulons.

3. **S'organiser pour soutenir matériellement et politiquement les peuples en lutte.**

En France, dans les années 1930, des grèves ont permis de bloquer des envois d'armes à l'Italie fasciste qui attaquait l'Éthiopie. Dans les années 1950, des dockers ont bloqué les ports pour empêcher l'envoi d'armes en Indochine.

Aujourd'hui, dans le cadre de la lutte palestinienne, des organisations, sous le mot d'ordre « Stop arming Israël », s'attaquent aux producteurs et marchands d'armes qui dans les pays du Nord collaborent et soutiennent massivement l'armée israélienne. D'autres se mettent en lien avec les groupes qui, subissant ces conflits, recherchent à établir les conditions politiques de la paix.

4. **Se jumeler avec d'autres territoires, car ce qui se passe sur la Montagne limousine fait écho à de nombreuses autres expériences dans le monde.** Par exemple, au Liban, des participants aux soulèvements de 2019 nourrissent la volonté de transformer le pays depuis les espaces ruraux (auberge de jeunesse autogérée queer et féministe, coopérative semencière, réseau de paysan·es en agro-écologie, réseaux d'entraide avec Beyrouth, groupes mobilisés contre la spéculation foncière). Si cela fait curieusement écho à nos expériences, c'est que nous ne sommes pas les seuls à œuvrer en ce sens – et si par chance nous finissons par nous trouver, alors, ne nous quittons plus ! ■

RENDEZ-VOUS À MARSEILLE



Le Syndicat fait partie des 60 organisations venues de 35 pays qui participent aux 5^{es} rencontres Les Peuples Veulent qui se déroulent à Marseille fin octobre. Ces rencontres se terminent les 26 et 27 octobre par deux jours de festival ouvert au public.



QUELLES PERSPECTIVES ?

- 1** Relocaliser l'usage des ressources du territoire : l'eau, l'énergie, la forêt, l'alimentation.
- 2** Permettre l'accès à la terre et au logement pour toutes et tous.
- 3** Défendre les infrastructures existantes, se doter des moyens et des services dont ce territoire a besoin.
- 4** S'organiser face aux violences du système, de l'économie et à l'arbitraire administratif : se défendre.
- 5** Mettre en place un droit d'asile local : il n'y aura pas d'expulsion sur la montagne limousine.
- 6** Mettre un terme, à notre échelle, à la destruction du vivant, des sols et des milieux de vie humains et non humains.

AVEC QUI ?

Toutes et tous les habitant-es qui le souhaitent, en lien avec toutes les expériences, tous les mouvements de par le monde qui œuvrent dans ce sens...

SOUTIEN FINANCIER

Ponctuellement ou tous les mois, votre soutien financier sera bienvenu quel que soit son montant. C'est aussi une manière très concrète de rejoindre le Syndicat et de participer à ses actions. C'est notamment grâce à ce soutien que nous pouvons confectionner ce journal et le distribuer gratuitement.

RENDEZ-VOUS SUR LE SITE SYNDICAT-MONTAGNE.ORG,

RUBRIQUE [SOUTENIR](#).

NOUS ÉCRIRE À SYNDICAT-MONTAGNE@ILICO.ORG

